



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE

N° 3 – avril-mai 2021

En bref

Le 11 mai, la campagne de vaccination contre la Covid-19 avait permis de protéger 31 % de la population totale autrichienne par une première injection et 11,2 % de la population autrichienne a été complètement immunisée. Parmi les personnes vulnérables, 74,6 % des 75 ans et plus ont reçu une première injection et 52,7 % les deux. 69,8 % des vaccins utilisés proviennent des laboratoires de Pfizer/BioNTech, 20,5 % d'AstraZeneca, 9,5 % de Moderna et seulement 0,2 % des laboratoires Johnson&Johnson. Développant actuellement un candidat vaccin de seconde génération, le laboratoire franco-autrichien Valneva a procédé à une augmentation de capital pour un volume de 78 M EUR afin de financer le développement de son vaccin. Valneva compte mener des négociations Etat par Etat.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,5

Le volume escompté en Mrd EUR du plan national de relance et résilience autrichien

Zoom sur

L'Autriche a transmis le 30 avril à la Commission européenne son plan national de relance et de résilience (PNRR). Portant sur un volume de 4,5 Mrd EUR (pour un volume d'aide éligible en dons de 3,5 Mrd EUR sur la base des données économiques actuelles), ce programme a été présenté comme une composante du plan « Come Back Austria » dont seuls les grands axes ont été mis en avant. Selon le gouvernement, 46 % des projets au titre du PNRR

concernent la lutte contre le changement climatique et 41 % la transformation numérique, soit au dessus des cibles européennes (37 % et 20 %). Le gouvernement compte ainsi financer ou amplifier les moyens dédiés à de nombreux projets pour la plupart déjà inscrits dans le programme de coalition, tel le déploiement de réseaux internet à très haut débit pour 1,4 Mrd EUR, ou financer certaines aides existantes comme la prime à l'investissement. Face à son succès auprès des entreprises, l'enveloppe sera relevée à 5 Mrd EUR (contre 3 Mrd EUR) dont 571 M EUR financés par la facilité européenne. A noter que le PNRR prévoit 250 M EUR pour la participation de l'Autriche à deux projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) : l'hydrogène et la micro-électronique (ce dernier secteur bénéficiant déjà de 150 M EUR au titre du budget national ; aux cotés de batteries , 65 M EUR).

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Avec +3,4 % en 2021, dans ses nouvelles prévisions, la Commission plus optimiste que le gouvernement

Dans ses prévisions économique de printemps, la Commission européenne estime le rebond économique en Autriche à +3,4 % du PIB, malgré un premier semestre contrasté en raison des restrictions sanitaires et du confinement à l'Est du pays. La reprise serait encore plus marquée en 2022 avec une hausse du PIB atteignant 4,3 %. Grâce aux mesures discrétionnaires mises en place par l'Etat qui contribueront à un déficit public de 7,6 % en 2021 et de 3,0 % en 2022, la demande domestique devrait redevenir plus solide; la consommation, des ménages, en recul de 9,6 % du PIB en 2020, devrait progresser à 3,0 % en 2021 et 5,3 % en 2022. A noter que le

gouvernement, dans son programme de stabilité transmis dernièrement à la Commission, estimait la croissance en 2021 à 1,5 % du PIB suivi d'un rebond à 4,7 % en 2022, tout comme un solde public à -8,4 % en 2021 et -4,3 % en 2022.

Selon le Wifo, l'économie autrichienne aurait au 1er trimestre, du fait du prolongement des confinements, progressé de 0,2% par rapport au T4 qui avait connu un recul de 2,7%. Les principaux moteurs de cette reprise restent les secteurs manufacturier et de l'énergie (+2,6 %) et la construction (+3,6 %) alors que, conséquences des mesures restrictives, la consommation des ménages était en repli de 0,2 %, les exportations de 1,0 % et les importations de 1,5 %. Les services, fortement affectés par les confinements (en particulier le tourisme, avec une saison de ski quasiment à l'arrêt) ont accusé un recul de 4,6 %.

2. Effondrement des échanges en 2020

La balance des paiements pour 2020 présentée début mai par la banque centrale d'Autriche OeNB montre l'effondrement historique des échanges de biens et de services de l'Autriche avec l'étranger sous l'impact de la crise sanitaire, tant du côté de l'actif que du passif, même si le solde de la balance est finalement à nouveau positif. L'effondrement des chaînes d'approvisionnement internationales et les restrictions importantes en matière de voyages ont entraîné une baisse spectaculaire des recettes d'exportation, qui a touché presque tous les secteurs.

Figure 1 : La pandémie et le commerce extérieur autrichien



Ce sont les voyages transfrontaliers qui ont le plus souffert, avec un arrêt presque total aux deuxième et quatrième trimestres. La crise a également laissé des traces dans les transactions de capitaux avec les pays étrangers. Le refinancement des mesures d'aide publique en Autriche a nécessité une expansion importante des émissions de titres sur les marchés. Au total, la balance des paiements a affiché un excédent de 9,5 Mrd EUR, soit 2,5 % du PIB, en raison des résultats positifs pour les échanges de biens (+5,3 Mrd EUR) et de voyages (+8,0 Mrd EUR) avec des flux bruts nettement inférieurs pour ces deux positions. L'excédent dans le tourisme résulte d'une baisse des dépenses de voyage de l'Autriche à l'étranger (-59 %), supérieure au recul

des recettes perçues par les touristes étrangers en Autriche (-40 %).

3. L'inflation proche de 2,0 % en avril

Les premières estimations de l'inflation en avril montrent une hausse des prix (IPCH) de 1,9 % en glissement annuel. Par ailleurs, les prix de gros dans le commerce ont progressé en avril de 8,7 % par rapport à avril 2020, portés par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie.

Politique économique et sociale

1. Finances publiques : loi de finances rectificative

Fin avril, le gouvernement a adopté la loi de finances rectificative qui porte sur un volume additionnel de 8,1 Mrd EUR de crédits. Ce développement s'explique par le prolongement des mesures pour lutter contre les effets de la crise COVID-19. Les dépenses passeront de 97,8 Mrd EUR, initialement prévus, à 103,2 Mrd EUR, les recettes reculeront de 75,2 Mrd EUR à 72,5 Mrd EUR ce qui fait grimper le déficit à 30,7 Mrd EUR contre 22,6 Mrd EUR prévus par la loi de finances adoptée en novembre 2020.

2. Emploi

L'initiative Tremplin contre le chômage de longue durée

En réponse aux effets de la crise sur le marché du travail, le gouvernement entend mettre en place une initiative baptisée « Tremplin » destinée à ramener dans l'activité salariée jusqu'à fin 2022 50 000 chômeurs de longue durée. Par le biais de

mesures d'accompagnement et d'information dispensées par l'agence pour l'emploi AMS et d'une prise en charge à 50 % des coûts salariaux pendant 12 mois, le programme a pour but d'inciter les entreprises à recruter des personnes demandeuses d'emploi depuis 12 mois et présentant un risque accru de chômage en raison de leur âge ou de leur état de santé. Le volume du programme est estimé actuellement à 300 MEUR et pourrait être financé pour partie par la facilité de relance et de résilience.

A l'aune de cette initiative, la branche économique du parti conservateur ÖVP propose une réforme du chômage alliant une plus forte indemnisation pendant les 3 premiers mois (70 % au lieu de 55 % actuellement) puis une dégressivité plus rapide tendant vers 40 %, et un assouplissement des conditions d'acceptabilité pour un nouvel emploi. Ces propositions ont provoqué de vives réactions de la part de la confédération syndicale ÖGB, de l'opposition mais aussi des Verts.

Recul timide du chômage

Affichant un taux de chômage de 5,6 % en données eurostat en mars 2021, la situation sur le marché de l'emploi en Autriche s'améliore avec la reprise croissante de l'activité économique. En définition nationale, le 10 mai, environ 341 000 personnes étaient en recherche d'emploi, à comparer aux 316 000 demandeurs d'emploi au 2 mars 2020. Avec près de 307 000 personnes, le nombre de salariés en activité réduite reste encore assez élevé mais le ministre du travail estime que seuls 60 % d'entre eux sont réellement au chômage partiel. La réouverture des secteurs touchés par le confinement (gastronomie, tourisme, loisirs), prévue le 19 mai, devrait permettre à 150 000 personnes de retrouver un emploi ou de sortir du dispositif d'activité réduite. Au 28 avril, l'Etat avait dépensé ou engagé 10,8 Mrd EUR pour soutenir l'activité réduite.

3. L'allocation de solidarité spécifique au niveau de l'indemnisation du chômage prolongée

Fin avril, le Parlement a adopté une nouvelle prolongation de la mesure qui devait expirer fin mars. Les chômeurs dont les droits à l'indemnisation du chômage sont échus, pourront continuer à percevoir jusqu'en juin l'allocation de solidarité spécifique (ASS, *Notstandshilfe*) au même niveau que l'allocation chômage, alors que la situation du marché du travail reste difficile. Depuis janvier 2020, le nombre de chômeurs de longue durée (1 an et plus) a plus que doublé.

Hors crise, l'allocation chômage est versée entre 20 et 52 semaines et correspond en règle générale à 55 % du dernier salaire, l'ASS qui en prend le relais se monte à 92 voire 95 % de l'allocation chômage. Cette allocation, sans limitation de durée (une nouvelle demande est toutefois nécessaire après 1 an) est versée chaque mois à environ 220 000 bénéficiaires.

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Amundi devient le sixième investisseur à la bourse de Vienne

La part des investisseurs internationaux à la bourse de Vienne s'élève à 83,4 % en 2020 comparée à 76,5 % en 2018, les Etats-Unis arrivant en tête des investisseurs avec 28,4 %. Les investisseurs autrichiens reculent de 23,5 % à 16,6 % entre 2018 et 2020. La part des actionnaires britanniques a augmenté de 15,2 % à 15,7 %, suivis par l'Allemagne (7,3 % après 6,1 %) qui dépasse la France avec 6,6 % (2018 : 6,4 %). L'investisseur le plus important reste le fonds de

l'Etat norvégien Norges Bank Investment Management.

Top 15 Investors ATX Prime

Rank	Firm Name	ATX Prime Owned \$M 2020
1	Norges Bank Investment Management (Norway)	2.455,5
2	BlackRock Fund Advisors	2.056,9
3	The Vanguard Group, Inc.	1.893,5
4	Erste Asset Management GmbH	1.653,9
5	BlackRock Advisors (U.K.), LTD	889,6
6	Amundi Asset Management S.A.	755,1
7	Raiffeisen Kapitalanlagegesellschaft mbH	658,6

Source : Bourse de Vienne

Pour la France, Amundi Asset Management progresse de deux places pour devenir le sixième investisseur à la bourse de Vienne.

2. Transports

L'opérateur ferroviaire historique, ÖBB, chiffre à 700 M EUR les effets de la crise sur ses revenus de 2020

Si le chiffre d'affaires des ÖBB a chuté de 700 M EUR en 2020 par rapport à 2019, l'opérateur ferroviaire historique a réussi à compenser ces pertes, d'une part en réalisant lui-même des économies d'échelle inédites d'environ 380 M EUR, et d'autre part grâce au soutien massif de l'Etat fédéral qui lui a accordé une aide d'environ 200 M EUR. Finalement, la gestion active de la crise a permis au groupe d'obtenir un bilan équilibré pour ses 3 branches (voyageurs, fret et infrastructure).

Les ÖBB affichent aussi avec un résultat opérationnel avant impôts (EBT) positif, de près de 59 M EUR. Du côté de la branche « voyageurs », au plus fort de la crise, la baisse du nombre de passagers était supérieure à 90 %, et la baisse annuelle moyenne a été estimée à -40 %, soit un repli de fréquentation de 190 millions de passagers. Malgré la crise, la branche « fret » a pu poursuivre son activité en Europe et en Asie et a avancé en matière de digitalisation avec la mise en place du GO-Live de l'assistant numérique MIKE.

Concernant la branche « infrastructures », les investissements ont été maintenus à un niveau

élevé avec plus de 2,6 Mrd EUR pour le renouvellement et l'expansion de l'infrastructure ferroviaire. Pour la période de 2021 à 2026, le groupe ÖBB a présenté un plan d'investissement de 25 Mrd EUR, dont 20,6 Mrd EUR consacrés à l'infrastructure ferroviaire et aux énergies renouvelables. Pour la branche « voyageurs », un fonds de 3,4 Mrd EUR est prévu pour la modernisation et l'expansion de la flotte de trains et d'autres investissements seront réalisés pour étendre le réseau de trains des nuits des ÖBB, les *Nightjets*.

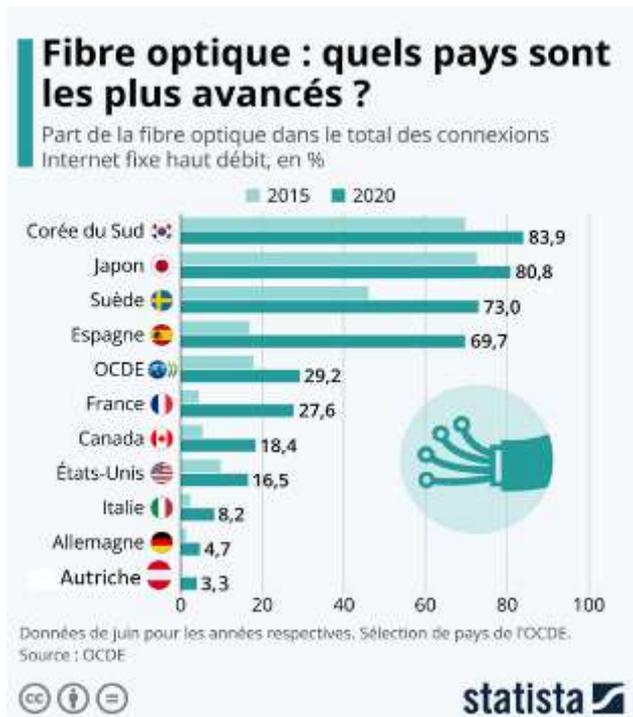
3. Télécommunications

L'Autriche compte sensiblement améliorer son offre d'internet haut débit

Le gouvernement a annoncé investir 1,4 Mrd EUR d'ici 2026 pour le déploiement de l'internet haut débit et très haut débit dans toutes les régions du pays, en donnant la priorité aux régions rurales. 891 M EUR de ce budget seront issus du fonds européen de relance et de résilience.

Actuellement, la quasi-totalité des foyers autrichiens ont une connexion Internet fixe haut débit (jusqu'à 10 Mbit/s), 80 % ont accès à un débit jusqu'à 100 Mbits/s mais seulement 43 % à un débit d'au moins 1 Gbits/s, ce qui est seulement possible grâce à la fibre optique ou à la 5G en réseau mobile. En comparaison avec les pays de l'UE et de l'OCDE, l'Autriche affiche un retard pour le déploiement de la fibre. En effet, selon un classement de Statista des pays de l'OCDE sur la part de la fibre optique dans le total des connexions Internet fixe haut débit, l'Autriche fait partie des derniers pays, avec une

part de 3,3 % contre une moyenne de 30 % pour tous les pays de l'OCDE.



Cette performance très médiocre contraste avec l'avancement du déploiement de la 5G en Autriche qui se classe dans le peloton de tête au niveau européen.

Relations bilatérales

Crédit Agricole Assurances reprend 45 % des parts dans le centre commercial SCS Unibail-Rodamco-Westfield (URW), premier opérateur et développeur mondial de centres commerciaux, a signé fin avril un accord avec Crédit Agricole Assurances pour la vente d'une participation de 45 % dans Shopping City Süd, dans le sud de Vienne, la plus grande galerie commerciale d'Autriche, avec environ 25 millions de visiteurs par an. URW poursuivra la gestion des biens dans le cadre d'un accord de gestion à long terme.

🇸🇻 Slovénie

🇸🇻 Prévisions et indicateurs

Dans ses prévisions de printemps, la Commission européenne a relevé de 0,2 % la prévision de croissance du PIB pour cette année (4,9 % pour 2021) et table sur 5,1% en 2022 (-0,1 %) par rapport à ses prévisions de février.

Le gouvernement slovène a remis à la Commission son programme de stabilité fondé sur les estimations de l'Institut d'analyse macroéconomique et de développement (IMAD). Il prévoit une reprise de +4,6 % en 2021 (+0,3 % par rapport à décembre) sous l'hypothèse de sortie du confinement au printemps, puis 4,4 % en 2022 et de 3,3 % en 2023. Le solde budgétaire devrait se creuser à -8,6 %; la dette passera à 80,4 %. Le taux d'inflation sera légèrement supérieur à celui de l'année dernière (0,8 %) et en 2022 à 1,2 %.

En 2020 L'économie a reculé de -5,5 % PIB (moins que prévu initialement). Les aides à l'économie (équivalent à 13 % PIB tous instruments confondus, mais 6,4 % avec impact budgétaire) ont contribué à amortir la chute de 4 points de PIB selon l'IMAD.

🇸🇻 Plan national de relance et de résilience

La Slovénie a publié son plan national de relance et de résilience (PNRR) fin avril. Le plan totalise 2,5 Mrd EUR dont 1,8 Mrd EUR de subventions et 666 M EUR de prêts. La Slovénie n'a pas souhaité

🇸🇻 LE CHIFFRE À RETENIR

2,5

Le volume en Mrd EUR du plan de relance et de résilience slovène

à ce stade utiliser la totalité du volume de prêts (3,4 Mrd EUR).

Les 4 grands axes s'articulent autour de la transition verte (affichée à 43 % des investissements), la transformation numérique (20 %), la croissance intelligente durable et inclusive ainsi que le volet social (la santé, la protection sociale et le logement)

Les réformes annoncées dans le PNRR slovène répondent globalement aux recommandations formulées par le Conseil de l'UE. Il est prévu notamment des réformes en matière d'organisation des soins de santé et les soins de longue durée, l'amélioration de l'environnement des affaires, la débureaucratiation, une adaptation du cadre des marchés publics au numérique, des investissements dans le domaine de la R&D et une adaptation du système éducatif et de la formation professionnelle. Le gouvernement a également annoncé une réforme fiscale visant à alléger les charges fiscales et sociales sur le travail.

🇸🇻 Politique économique et sociale

Rapport sur le développement 2021 de l'IMAD

Le rapport de l'institut de prévision économique national IMAD identifie les principaux défis de développement en Slovénie. L'IMAD souligne que la convergence économique slovène n'a été

fondée que dans une faible mesure sur des gains de productivité, ce qui est étroitement lié à l'insuffisance des investissements notamment sous diverses formes de capital immatériel. Le rapport recommande la mise en œuvre de réformes structurelles afin de rendre l'économie et la société slovènes plus résistantes aux chocs futurs :

- Renforcement de la productivité en stimulant l'activité de R&D/innovation, la numérisation de l'économie et davantage d'investissements dans les ressources humaines pour développer une main-d'œuvre qualifiée ;
- Le développement social inclusif et la solidarité intergénérationnelle doivent viser à augmenter la capacité du système de soins de longue durée et de santé et assurer le financement du système des retraites via une réforme globale.
- L'accélération de la transition vers une économie circulaire à faible émission de CO₂ viserait à promouvoir la mobilité durable et utiliser davantage de sources d'énergie renouvelables.
- Le développement du rôle des institutions étatiques permettrait d'améliorer la gouvernance stratégique pour identifier à l'avance les défis de développement et restructurer les recettes et les dépenses de l'administration publique.

Veille sectorielle

1. Climat et Environnement

Stratégie pour la neutralité climatique d'ici 2050

Le gouvernement a adopté une résolution sur la stratégie climatique à l'horizon 2050 dans laquelle il vise la neutralité carbone. La stratégie permettra également de prendre une décision quant à la construction éventuelle d'une deuxième unité de la centrale nucléaire de Krško (détenue à parts égales par la Slovénie et la Croatie). Le programme d'investissement

définira l'étendue de l'investissement et les sources de financement, et servira de base pour décider si et quel type d'installation sera construit.

2. Transports

Projet ligne ferroviaire Koper-**Divača** : lancement des travaux

La Commission nationale d'examen slovène a rejeté l'appel du constructeur autrichien Strabag contre la décision de la société d'Etat 2TDK, gestionnaire du projet, de choisir le consortium sloveno-turque d'entreprises Kolektor CPG, Yapı Merkezi et Özaltın, pour les principaux travaux de construction de la deuxième voie de la ligne ferroviaire Divača - Koper sur le tronçon 1 : Divača - Črni Kal. La valeur des travaux sous-traités est de 404 M EUR hors TVA. Strabag avait dénoncé le fait que 2TDK privilégie les consortiums slovènes pour le projet. Le contrat pour ce lot a été signé le 5 mai 2021 qui est également le début officiel des travaux sur ce projet. La 2TDK a également signé un contrat avec ce même consortium d'entreprises Kolektor CPG, Yapı Merkezi et Özaltın, pour les principaux travaux de construction de la deuxième voie de la ligne ferroviaire Divača - Koper sur le tronçon 2 : Črni Kal – Koper, dont la valeur des travaux est estimée à 225 M EUR sans TVA.

Figure 2 : Projet ferroviaire Koper-Divača



Le projet d'une valeur global de 997 M EUR s'inscrit dans le cadre du projet de doublement de la voie ferrée Koper-Divača financé par des fonds européens à hauteur de 250 M EUR.

Principaux indicateurs économiques

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux							
	OCDE			FMI		Commission européenne			OeNB			WIFO				IHS	
	déc 2020			avr 2021		mai 2021			déc 2020			mars 2021				mars 2021	
				Prévisions		Prévisions de printemps 2021			Prévisions			Hypothèse d'ouverture		Hypothèse de confinement			
	2020	2021	2022	2021	2022	2020	2021	2022	2021	2022	2023	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Principaux indicateurs																	
Evolution annuelle en %																	
PIB réel (1)	-8,0	1,4	2,3	3,5	4,0	-6,6	3,4	4,3	3,6	4,0	2,2	2,3	4,3	1,5	4,7	2,6	4,3
Consommation privée (réel)	-7,9	2,9	2,3			-9,6	3,0	5,3	3,9	4,7	2,0	2,4	4,0	1,1	4,6	4,4	4,4
Demande des administrations publiques (réel)	1,2	1,2	1,2			1,6	3,3	1,1	1,2	0,8	0,9	1,4	1,2	1,4	1,2	1,5	0,5
Formation brute de capital fixe (réel)	-7,0	1,9	3,2			-4,9	4,8	3,3	4,0	4,7	2,7	4,0	4,0	3,5	4,4	2,7	4,9
Exportations (réel)	-13,3	4,0	4,3	5,1	7,2	-10,4	7,5	7,2	5,4	5,5	3,7	2,8	7,2	2,3	7,8	6,8	7,2
Importations (réel)	-12,7	3,9	4,5	5,9	6,9	-10,2	8,2	6,6	4,1	5,8	3,8	3,9	6,0	3,5	6,5	8,4	6,6
Productivité 2)	-5,4	1,5	0,8						2,7	2,1	0,7	-1,8	0,9	-1,7	0,7	1,3	2,7
en % de la population active																	
Déflateur du PIB	0,7	1,1	1,1	1,7	1,4	1,1	1,3	1,7	0,2	1,5	1,7	1,2	1,7	1,2	1,7	1,5	1,7
IPCH 1)	1,3	1,3	1,6	1,6	1,8	1,4	1,8	1,6	1,4	1,7	1,7	1,9	1,9	1,9	1,9	2,1	1,9
Coûts unitaires du travail	7,1	5,8	2,9			5,5	-1,5	-1,1	-0,7	0,2	1,9	-0,8	-1,0	-0,3	-1,6	-0,3	-1,2
Emploi salarié 3)	-2,6	0,0	1,5	0,8	0,8	-1,7	1,2	1,3	0,9	1,9	1,5	1,1	2,2	0,9	2,3	1,3	1,5
en % du PIB nominal																	
Balance courante	2,9	3,1	3,2	2,4	2,5	2,7	2,2	2,7	2,4	2,3	2,4	1,4	2,1	1,3	2,1		
Solde des finances publiques	-10,5	-6,7	-2,6	-6,5	-3,6	-8,9	-7,6	-3,0	-6,3	-2,9	-1,4	-7,1	-3,7	-7,7	-4,0	-6,6	-3,5
Les hypothèses																	
Prix du pétrole en USD/baril 1)	40,6	40,0	40,0	58,5	54,8				44,0	45,7	46,9	63,0	59,0	63,0	59,0	65,0	65,0
Taux d'intérêt à court terme en %	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5				-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-0,3	-0,5	-0,5
Taux de change USD/EUR	1,14	1,17	1,17	1,22	1,24				1,18	1,18	1,18	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

2) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

3) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 12/05/2021

Dernière mise à jour le 26/03/2021 ; 10h31

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne
 Directeur de la publication : C. Thirriot-Kwant
 Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, E. Varale, C. Nadjar-Arthaud

Pour s'abonner : vienna@dgtresor.gouv.fr ou jjubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©